

Cas enregistrés

243

Cas de violence
basée sur le
genre

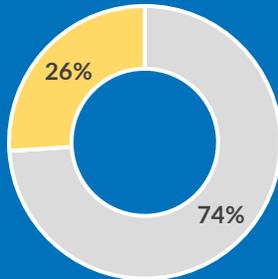
94%

Femmes

6%

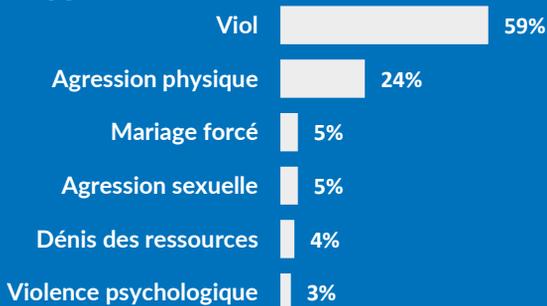
Hommes

Tranche d'âge des victimes

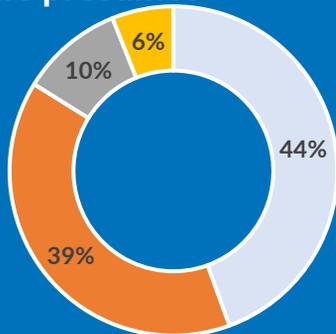


■ Adultes ■ Mineurs

Type de violations



Auteurs présumés

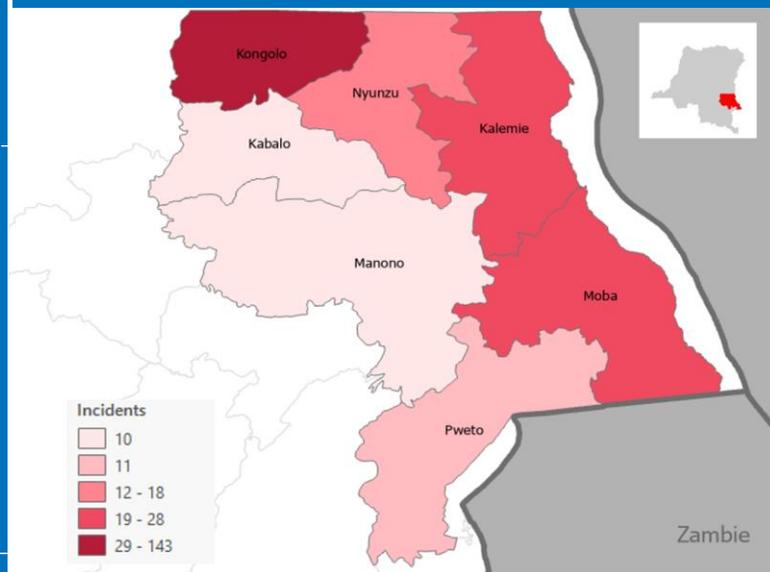


■ Population civile ■ GA ■ Inconnu ■ Autres

Tendances mensuelles



Repartition des violations par territoire



Contexte et Analyse de protection

Au cours du premier trimestre 2022, l'environnement sécuritaire et de protection dans les provinces du Tanganyika et du Haut Katanga (Pweto) est resté fortement marqué par l'activisme des groupes armés, les tensions intercommunautaires et des comportements répréhensibles d'une certaine population civile entraînant plusieurs violations graves des droits humains dont les violences basées sur le genre à l'encontre des populations civiles.

En effet, les cas de violences basées sur le genre ont été particulièrement identifiés et collectés dans six territoires du Tanganyika et un territoire du Haut-Katanga par les deux partenaires du HCR que sont INTERSOS et AIDES. Suivant la période sous examen, 243 incidents de violences basées sur le genre ont été documentés sur 243 victimes parmi lesquelles les femmes et les filles affectées par 228 incidents soit 94% des cas contre les hommes et les garçons affectés par 15 incidents soit 6% des cas.

74% des victimes sont des adultes cependant 26% sont des mineurs. Le viol demeure en tête avec 143 cas signalés soit 59% du total d'incidents collectés et documentés, suivi des 58 cas d'agressions physiques (soit 24%), des 13 cas d'agressions sexuelles (soit 5%), des 11 cas des mariages forcés (soit 5%), des 10 cas de déni de ressources et d'opportunités (soit 4%) et finalement des 8 cas des violences psychologiques (soit 3%). Le viol affecte ainsi 61% des femmes et 36% des filles contre 3% des hommes et 1% des garçons.

Les populations civiles se situent en tête des auteurs présumés des VBG (soit 44%), suivies des groupes armés avec 94 incidents (soit 39%), des inconnus avec 25 incidents (soit 10%). Par ailleurs, la somme de 6% des autres présumés auteurs est constitutive des membres de la famille, des membres des FARDC, des miliciens Twa, des autorités civiles et les éléments de la PNC se partagent chacun 1 incident chacun sur la période sous examen.

Selon les tendances mensuelles, le mois de janvier reste le plus prolifique en termes de couverture de la collecte d'incident avec 147 incidents contre 84 et 12 respectivement pour les mois de février et mars. Soit une proportion de couverture d'ordre de 60% contre 35 et 5% d'incidents collectés. Cette chute remarquable au mois de mars ne saurait traduire une amélioration de la situation. Il s'agit simplement des changements brusques rencontrés dans le cadre de la couverture et la collecte des données dus, entre autres, à la clôture de partenariat avec l'ancien acteur du monitoring de protection (INTEROS), et au retard accusé dans le redéploiement du personnel du nouveau partenaire (AIDES) couvrant désormais les deux sous projets : le monitoring de protection et la protection contre les VBG.

Accès à la réponse multisectorielle des survivants



141

Victimes sur 243

soit **58%** des survivants pris en charge sur le plan psychosocial suivant une approche de suivi individuel avec les APS et/ou à travers des groupes de soutien mis en place dans les zones accessibles.



37

Victimes sur 243

soit **16 %** des survivants pris en charge sur le plan médical grâce aux structures de santé disponibles dans certaines zones d'intervention.



18

Victimes sur 243

soit **9 %** des survivants accèdent aux Kit PEP dans les 72 heures auprès des structures de santé disponibles dans certaines zones d'intervention.



18

Victimes sur 243

soit **9 %** des survivants ont bénéficiés des conseils juridiques dont **7 (3%)** ont consenti aux poursuites judiciaires contre les présumés auteurs.

Activités de prévention VBG



83

Séances

Des sensibilisations sur plusieurs thématiques liées aux violences basées sur le genre ont été menées sous forme des focus group essentiellement dans les territoires de Moba, Manono, Nyunzu, Kalemie dans le Tanganyika et Pweto dans le Haut-Katanga.



2.559

Participants

soit **54%** Hommes dont **26%** des garçons et **46%** femmes parmi lesquelles **26%** des jeunes filles ont pris part aux activités de sensibilisation.



30

Groupes de soutien et de mentorat

Mobilisation des **30** groupes de soutien et de mentorat à la participation des activités relatives à la célébration de la journée de droits de la femme.



80

Structures

Des structures locales à base communautaire sont formées et impliquées dans les activités de prévention des violences basées sur le genre à travers les zones d'intervention.



1

Formation

Une formation à l'endroit des 29 staffs du partenaire AIDES dont 3 femmes sur le monitoring de protection, les typologies des VBG et le SAR nouvel outil de collecte et de suivi de la réponse des violations des droits humains.

Impact

Les sensibilisations menées dans les communautés ont permis de renforcer le mécanisme de dénonciation notamment : l'identification des incidents a été facilitée par la dénonciation faite directement et individuellement par les survivants, le signalement par les structures de protection à base communautaire ou encore par le référencement des survivants auprès des organisations humanitaires œuvrant dans la zone.

Gaps

- **42%** des survivants n'ont eu accès à aucune prise en charge suite aux conditions de sécurité, au manque de disponibilité des structures de prise en charge et au manque d'informations sur le circuit de référencement.
- Insuffisance de réponse holistiques à cause des ressources limitées notamment pour la réinsertion socio-économique.